

FINANCES

LA NOTE AMERICAINE

Deuxième année.

5 septembre, 1917.

Selon une dépêche qui semble digne de foi, l'Administration serait sur le point de fixer à \$68 le prix de la tonne d'acier auquel une prime de dix pour cent viendrait s'ajouter dans certains cas. Le prix de la tonne de fer en gueuse serait de \$38, et celui de la livre de cuivre de 25c. Selon toute apparence cette information a suffi à changer la face des choses financières. Ainsi s'explique la fin de l'avalanche de liquidation qu'on a pu observer vers onze heures.

Pendant la première heure les affaires allaient assez mal; les cours retombaient à peu près à leur plus bas niveau d'hier et les chemins de fer supportaient le pire de l'effort des baissiers. Mais les bonnes nouvelles, comme les mauvaises, arrivent souvent de compagnie. On apprenait que la prolétariat anglais refuse d'aller à Stockholm et se montre enfin un peu patriote; que les Allemands se préparent à évacuer les Flandres et à les inonder ensuite; que le prolétariat américain va se réunir à Minneapolis pour mettre fin à la propagande et aux manœuvres germanophiles; enfin on apprenait que le projet d'impôts de guerre de la commission sénatorial de finances va passer comme une lettre à la poste.

Il est certain que si le prix du cuivre est fixé à 25c et celui de l'acier à \$68, les perspectives qui s'ouvriront aux industries de guerre seront brillantes. Du reste à examiner de sang-froid la situation, rien ne permet de croire que le président ait l'intention de mettre des entraves au développement de l'industrie. N'oublions pas que la puissance industrielle américaine constitue à l'heure présente le meilleur gage de victoire. Le principe de liberté commerciale est de tradition américaine et c'est précisément pour le rétablir que le président Wilson est intervenu jusqu'ici.

Après une longue période de marasme et trois jours de violents contrecoups en succession rapide, il est permis d'espérer que nous avons vu le pire de la baisse. Il est possible que nous observions encore quelques réactions, mais il y a lieu de croire que les cours extrêmes d'hier ne seront guère dépassés. Advenant un recul, une réaction accentuée, il semble que l'opérateur ne saurait mal faire en s'engageant à la hausse.

BRANT, DUNN & CO.

PRETS A L'ANGLETERRE

Washington, 5.—Le gouvernement américain a fait deux prêts de \$100,000,000 chacun à la France et à l'Angleterre, aujourd'hui. Les avances totales faites aux puissances à l'heure actuelle, sont de \$2,286,400,000.

LE PROCHAIN EMPRUNT DE GUERRE CANADIEN

On fera appel à la petite épargne. — L'intérêt sera plus élevé que celui du troisième emprunt.

Ottawa, 3. —De septembre 1917 au commencement de juin 1918, Sir Thomas White, ministre des Finances

du Canada, aura besoin de \$250,000,000 à \$300,000,000 pour défrayer les dépenses de la guerre. Il se procurera probablement cette somme en faisant deux emprunts dont le premier dans un avenir très rapproché. Cet emprunt paiera un meilleur intérêt que le dernier dont le rendement a été de 5.40 et qui, à ce chiffre, attirant n'a été absorbé complètement il n'y a que quelques mois. Si le prochain emprunt est pour une période de 20 ans, les souscripteurs prendront avantage du privilège de conservation.

Le succès du prochain emprunt de guerre dépend entièrement de l'intérêt que manifesteront le public. Le marché des obligations est limité, à l'heure actuelle, et il y a pour \$350,000,000 d'obligations du gouvernement canadien distribuées dans le pays. Les chances de succès ne sont pas très bonnes à moins que la petite épargne ne vienne en aide au gouvernement.

Le total des dépôts dans les banques canadiennes à la fin de juillet était de \$1,380,000,000. Les prêts à vue ont diminué de 14 pour cent, tandis que les avances du Canada ont augmenté de 12 pour cent. Les dépôts à vue étaient d'un million de plus qu'en juillet, mais beaucoup moins considérables que durant plusieurs mois de l'année dernière.

Les courtiers en obligations sont moins disposés à se surcharger d'emprunt canadien à présent. Les trois premiers emprunts de guerre ont été sursouscrits. Il se pourrait qu'il n'en fut pas de même au quatrième.

LES BANQUES NEW-YORKAISES

Le rapport hebdomadaire des banques et des institutions fiduciaires de New-York, pendant la dernière semaine, indique qu'elles ont un excédent de réserve légale de plus de \$12,307,900. Ce chiffre est une diminution de \$56,469,020, comparativement à la semaine dernière.

Prêts, escomptes, etc., dim.	\$ 85,312,000
Encaisse, dim.	6,620,000
Réserve en Banque Fédérale, dim.	47,206,000
Réserve en voûte, banques d'Etat et institutions fiduciaires, dim.	2,295,000
Réserve chez les dépositaires, dim.	7,456,000
Dépôts à demande, dim.	8,455,000
Dépôts à terme, aug.	929,000
Circulation, aug.	436,000
Réserve totale	505,533,000
Excédent de réserve	12,307,901
Diminution	56,469,020

L'ARGENT EN BARRES

L'argent en barres a touché un nouveau maximum, cette semaine, à New-York, où il s'est négocié à 95½ centins l'once. Le prix de Londres était de 42½d.

Cette hausse du prix de l'argent intéresse vivement les directeurs des compagnies minières. La mine Nipissing aurait par exemple des recettes de \$2,400,000 au prix auquel l'argent se vend actuellement.